

Mardi (soir) 10 juin 2014

Direction des finances

90 2013.1500 Motion 305-2013 Les Verts (Imboden, Berne) Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?

N° de l'intervention: 305-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 18.11.2013
Déposée par: Les Verts (Imboden, Berne) (porte-parole)
Cosignataires: 15
Urgence refusée: le 21.11.2013
N° d'ACE: 535/2014 du 30 avril 2014
Direction: Direction des finances

Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. proposer une révision constitutionnelle introduisant une règle conjoncturelle pour le frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et pour celui appliqué au compte des investissements (art 101a et 101b ConstC) ;
2. régler dans la législation les détails du principe énoncé dans la Constitution ;
3. proposer plusieurs variantes pour la révision des articles 101a et 101b de la Constitution ;
4. mettre en évidence les avantages et les inconvénients de l'abrogation des articles 101a, 101b et 101c.

Développement

D'après BAKBASEL, le frein à l'endettement bernois est restrictif et n'est pas adapté à la conjoncture, puisque le compte de fonctionnement doit être compensé par année (voir BAKBASEL¹, 2012, p. 11-12). D'après l'analyse EOS, le niveau d'endettement du canton de Berne n'est pas problématique. En comparaison intercantonale, Berne se trouve en effet dans la moyenne.

Pour l'Etat, l'endettement est une source de financement légitime des budgets publics. Les revenus et les charges des pouvoirs publics subissent diverses influences conjoncturelles. Les revenus (les impôts) sont plutôt procycliques, tandis que les charges (marché du travail, social) sont plutôt anticycliques. Avec les consignes applicables au solde de financement, il peut arriver que les charges soient augmentées avec les revenus quand l'économie marche bien, mais qu'elles doivent être réduites quand elle marche mal. En pratiquant une telle politique procyclique, l'Etat ne fait qu'aggraver les variations conjoncturelles. Afin d'y remédier, il faut que le frein à l'endettement tienne explicitement compte de la conjoncture. Comme c'est par exemple le cas à la Confédération et dans d'autres cantons (voir BAKBASEL, 2012, p. 8).

Alors que dans la plupart des cantons, le frein à l'endettement est inscrit dans la Constitution et précisé dans la législation, dans le canton de Berne, il n'est réglé que dans la Constitution. La quote-part de l'endettement brut, définie comme le rapport entre l'endettement brut et le revenu cantonal, est limitée à 12 pour cent. La compensation doit donc avoir lieu dans le compte de fonctionnement et au moyen d'une règle d'investissement. D'un point de vue formel, le canton de Berne connaît deux freins à l'endettement : le premier concerne le compte de fonctionnement, dont le budget doit être équilibré chaque année. Les éventuels découverts doivent être compensés dans les années comptables suivantes. L'excédent de charges du budget exige la

¹ BAKBASEL, Analyse der Schuldenbremse, Sparpaket II des Kantons St. Gallen. Dauerhafte Stabilisierung des Staatshaushalts, 2012 [en allemand]

http://www.sg.ch/news/1/2012/05/den_kantonalen_finanzhaushaltinsgleichgewichtbringen/_jcr_content/Par/downloadlist/DownloadListPar/download_8.ocFile/18_BAKBASEL_B5_Schuldenbremse.pdf

majorité des trois cinquièmes au moins des membres du Grand Conseil, de même que l'étalement de l'amortissement sur plusieurs années. Il y a aussi un frein à l'endettement séparé pour les investissements. Le degré d'autofinancement doit être de 100 pour cent au moins si la quote-part de l'endettement brut dépasse 12 pour cent. En cas de dépassement de la quote-part, on empêche un nouvel endettement net provenant de l'activité d'investissement en donnant un tour de vis aux investissements. Les découverts de financement doivent être compensés les années suivantes. A cela s'ajoute un frein à l'augmentation des impôts (art. 101c ConstC), qui prévoit un quorum plus important pour les augmentations de la quotité d'impôt.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente intervention charge le Conseil-exécutif de proposer une révision des freins à l'endettement appliqués au compte de fonctionnement et au compte des investissements tels qu'ils sont prévus aux articles 101a et 101b de la Constitution cantonale (chiffres 1 à 3 de la motion). Elle demande par ailleurs de mettre en évidence les avantages et les inconvénients de l'abrogation des articles 101a, 101b et 101c de la Constitution. Voici l'avis du Conseil-exécutif sur les exigences de la motion :

Sous le coup des forts déficits enregistrés dans les années nonante et de l'augmentation massive de la dette qu'ils ont entraînée, de nouvelles voies et de nouveaux instruments de politique financière ont été recherchés au début du nouveau millénaire pour éviter à l'avenir des évolutions similaires.

C'est ainsi qu'en 2001, une majorité des membres du Grand Conseil a décidé d'instaurer un frein au déficit pour garantir l'équilibre des comptes à long terme. En même temps, la mise en place jusqu'en 2009 d'un frein à l'augmentation des impôts a été proposée pour faire en sorte qu'il soit plus difficile d'équilibrer le compte de fonctionnement en recourant à une augmentation de la quotité d'impôt.

Le 3 mars 2002, les électeurs bernois ont approuvé par 280 392 voix (79 %) contre 74 311 (21 %) l'instauration de freins au déficit et à l'augmentation des impôts (avec une modification de la Constitution cantonale). Les nouvelles dispositions ont été appliquées pour la première fois lors de l'élaboration du budget 2003.

En 2007, le Grand Conseil a décidé, à la suite de deux initiatives parlementaires, d'adapter les deux instruments existants. Le frein au déficit (désormais appelé frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement) devait continuer de s'appliquer avec de légères modifications, et le frein à l'augmentation des impôts était maintenu pour une durée indéterminée. En outre, un nouveau frein à l'endettement appliqué au compte des investissements devait obliger le canton à financer lui-même intégralement son investissement net à moyen terme.

En ce qui concerne l'exigence de la présente motion d'adapter le frein à l'endettement à la conjoncture, il importe de noter que la commission du Grand Conseil avait élaboré et soumis à la discussion deux modèles de conceptions différentes : le modèle de l'équilibre budgétaire et celui de la quote-part de l'endettement. Avec le modèle de la quote-part de l'endettement, le frein au déficit aurait disparu. Ce modèle n'avait pas pour objectif d'équilibrer le budget, mais d'orienter l'augmentation des dépenses sur le taux de croissance des recettes à long terme². Mais ce modèle, plus adapté à la conjoncture que celui de l'équilibre budgétaire, ne s'est pas imposé.

Le 24 février 2008, le peuple bernois a accepté, par 162 404 voix (76,8%) contre 49 038 (23,3%), de modifier la Constitution et de mettre en place le frein à l'endettement appliqué au compte des investissements. Les modifications constitutionnelles se sont appliquées la première fois pour le budget 2009 et le plan intégré mission-financement 2010 à 2012 ainsi que pour le rapport de gestion 2009.

Six ans (frein à l'endettement appliqué au compte des investissements), respectivement douze ans (frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et frein à l'augmentation des impôts) après l'entrée en vigueur des articles 101a, 101b et 101c de la Constitution, il apparaît

² Les dépenses courantes et les investissements ne peuvent augmenter, au total, que jusqu'à concurrence du renchérissement en cas de dépassement d'une certaine quote-part de l'endettement (rapport de l'endettement brut au revenu cantonal). (Voir le Rapport du 27 novembre 2006 de la Commission frein à l'endettement.)

que le compte de fonctionnement a systématiquement dégagé des excédents depuis l'instauration des freins à l'endettement - excepté en 2012. Parallèlement, il a été possible de réduire l'endettement brut de CHF 3,3 milliards (de CHF 10,2 à 6,9 milliards) entre 2003 et fin 2013. De plus, la quotité d'impôt n'a jamais été relevée depuis la mise en place, en 2003, du frein à l'augmentation des impôts. Cela dit, il reste à déterminer si les freins à l'endettement ont véritablement contribué aux excédents et à la réduction de la dette. En effet, les résultats du canton étaient positifs déjà depuis 1998-1999, donc avant l'introduction du frein à l'endettement.

Il apparaît en outre que les restrictions associées aux deux freins à l'endettement (notamment les règles de la compensation et du quorum) représentent un important obstacle de politique financière précisément les années où la croissance économique est faible, voire nulle. Par ailleurs, les freins à l'endettement bernois ne comprennent pas de « règle conjoncturelle » qui permettrait de piloter les finances en fonction de la conjoncture, comme c'est le cas par exemple à la Confédération ou dans certains cantons (notamment AG, FR et TG).

De plus, le Conseil-exécutif constate que la majorité des trois cinquièmes des membres du Grand Conseil serait requise pour budgéter un déficit au compte de fonctionnement même dans le cas où les finances cantonales présenteraient un capital propre. Il est possible en revanche de compenser un excédent de charges au rapport de gestion avec le capital propre éventuellement disponible.

Selon le Conseil-exécutif, ces exemples montrent que les deux freins à l'endettement offrent encore des possibilités d'optimisation sans qu'il soit nécessaire de remettre en cause leurs objectifs fondamentaux.

Compte tenu de ce potentiel d'optimisation et au vu des expériences pratiques accumulées depuis l'entrée en vigueur des freins à l'endettement, le Conseil-exécutif se propose d'engager un dialogue avec la Commission des finances pour déterminer précisément les avantages et les inconvénients de la forme actuelle des freins à l'endettement bernois. Il est convaincu que l'optimisation des deux freins à l'endettement ou du frein à l'augmentation des impôts ne peut intervenir le cas échéant qu'après une analyse minutieuse et dans le cadre d'un processus politique largement étayé. En conséquence, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter la présente intervention sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire 90. Motion des Verts «Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?» Les Verts sont prêts à transformer cette motion en postulat. Est-ce que quelqu'un conteste ce postulat? – Oui, ce postulat est contesté. La parole est à Mme Imboden. Nous discutons d'un postulat: débat libre. Vous ne vous êtes pas annoncée, Mme Imboden. C'est à vous.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Worum geht es bei diesem Vorstoss, der, wie gesagt, in ein Postulat gewandelt wurde? Worum geht es und worum nicht? Vielleicht vorweg: Es geht nicht darum, die bisher im Kanton Bern existierende Schulden- und Investitionsbremse abzuschaffen. Der Vorstoss will, dass die geltende Regelung überprüft und konjunkturverträglicher gemacht wird. Damit soll eine Optimierung des bisherigen Systems möglich sein. Es gibt drei Gründe, warum Ihnen dieser Vorstoss unterbreitet wird: Erstens. Sie haben alle den BAK-Bericht gelesen. Die gleichen Autoren – BAK Basel, ein renommiertes Institut – haben in diesem Zusammenhang, aber auch in anderem Zusammenhang verschiedene Schuldenbremsen in diesem Land miteinander verglichen. Sie kommen dabei zum Schluss, dass unsere kantonale Schulden- und Investitionsbremse eine der restriktivsten, wenn nicht sogar die restriktivste in der Schweiz ist. Sie sagen – ich zitiere: «Sie ist nicht konjunkturgerecht.» Warum ist sie nicht konjunkturgerecht? In Phasen schlechten oder nicht vorhandenen Wirtschaftswachstums, wie sie ab und zu in unserer Wirtschaft und in der Weltwirtschaft, die wir nicht direkt beeinflussen können, vorkommen, ist das

Korsett, welches wir uns gegeben haben, sehr einengend. Sie kennen es: Die Quorumsregel und die Kompensationsregel, die in Artikel 101 der Verfassung, Absatz 101a, 101b und 101c, festgehalten sind, sind sehr restriktiv. Darum ist es sicher richtig, uns zu überlegen, ob wir diese nicht anpassen wollen: nicht abschaffen, aber konjunkturgerechter machen und zu einem gewissen Grad flexibilisieren. Den zweiten Punkt haben wir heute auch schon diskutiert, und zwar im Zusammenhang mit dem Jahresbericht. Es wurde mehrmals aus der Verfassung zitiert, und Kolleginnen und Kollegen, die meisten ähnlichen Schuldenbremsen werden auf einer anderen Stufe geregelt. Es wird zwar ein Grundsatz in die Verfassung geschrieben, aber man passt die Schulden- und Investitionsbremse auf Gesetzesstufe an. Damit kann man sich stärker der Präzisierung dieses doch relativ technischen Finanzinstruments widmen. Ich finde es nicht gut, wenn wir hier mehrere Artikel in die Verfassung schreiben müssen, um einen Sachverhalt zu regeln, bei dem nur der Grundsatz in die Verfassung gehören würde und der Rest in ein Gesetz. Zum dritten Punkt: Diese Schuldenbremse ist ein Kind der 90er-Jahre: Damals hatte der Kanton bekanntlich grosse Schulden. Sie wurden reduziert, und ich denke, es ist an der Zeit, hier mehr in die Zukunft zu schauen. Die Regierung sagt, sie wolle den Dialog aufnehmen. Darum sind wir auch bereit, die Motion in ein Postulat zu wandeln. Es ist sicher im Interesse von uns allen, dieses Dialogangebot anzunehmen. Wir haben am Anfang der Legislatur von verschiedenen Seiten gehört, dass es wichtig sei, nicht nur in den Kategorien «links gegen rechts» oder «Regierung gegen Parlament» zu denken, sondern den Dialog zu suchen. Der Regierungsrat schreibt in der Antwort zum Vorstoss, dass er bereit ist, mit der Finanzkommission als zuständiges Organ die Vor- und Nachteile einer Anpassung anzuschauen. Dafür möchte ich ihm danken. Das heisst noch nicht, dass man etwas umsetzt. Aber man schaut allfällige Optimierungen, auch Fragen gesetzestechnischer Art, im Rahmen einer sorgfältigen Auslegeordnung genauer an. Wir möchten Ihnen beliebt machen, hier mit einem Postulat in dem Sinne, wie es die Regierung entgegennehmen will, auf den Dialog einzutreten und diesen Dialog zu führen. Was der Kanton Bern dabei gewinnen wird, ist, dass er zwar weiterhin eine Schuldenbremse hat, jedoch Anpassungen vornehmen kann, die es uns in Zukunft ermöglichen, ein bisschen flexibler zu reagieren und uns ein bisschen weniger Restriktionen aufzuerlegen. Trotzdem werden wir die Schuldenbremse als solche stehen lassen, ich denke, die Mehrheiten im Grossen Rat in dieser Sache sind klar. Aber wir würden eine gewisse Flexibilität erhalten. Deshalb hoffe ich auf eine Unterstützung des Postulats, um eine Prüfung und einen Dialog zu ermöglichen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Was diese Motion will, ist nicht eine Optimierung, sondern eine Verwässerung der Schuldenbremse, und dazu möchten wir nicht Hand bieten. Das Volk hat mit einer ganz deutlichen Mehrheit von 76 Prozent im Jahr 2008 diese Schuldenbremse beschlossen. Dies ist noch nicht so lange her. Vorgängig gab es natürlich auch eine Grossratskommission, die sich intensiv mit dieser Schuldenbremse auseinandergesetzt hat. Es gab zwei parlamentarische Initiativen, die dazu die Initialzündung gaben, und die parlamentarische Kommission hat bei Professor Leu von der Universität Bern ein Gutachten eingeholt. Man hat sich also sehr intensiv mit diesen Fragen auseinandergesetzt, und nicht zuletzt auch mit der Frage der Konjunkturgerechtigkeit dieser Schuldenbremse. Wir haben damals festgestellt, dass der Kanton Bern, der sehr verwaltungslastig ist, für Konjunkturschwankungen wenig anfällig ist. Das kann man heute auch immer wieder feststellen. Deshalb ist es auch nicht gerechtfertigt, auf solche Schwankungen besonders einzugehen. Man hat trotzdem eine Art Abfederung eingebaut, nämlich diese Dreifünftelmehrheit, mit der man Kompensationen beschliessen oder ablehnen kann. In diesem Sinne hat man eine gewisse Möglichkeit, die Schuldenbremse anzupassen. Aber wie gesagt: Eigentlich ist es im Kanton Bern nicht nötig, sich an die Konjunktur anzupassen. Es ist eigentlich lustig, wir haben zurzeit, wenn ich das so sagen darf, schon etwas marode Staatsfinanzen, aber nicht etwa eine schlechte Konjunktur. Das heisst, der Kanton Bern bringt es sogar fertig, in konjunkturell guten Zeiten schlecht zu wirtschaften. (*Heiterkeit*) Ergo muss ich sagen, dass diese Übung hier eigentlich nichts bringt. Stehen wir zu dieser Schuldenbremse und versuchen wir, unsere Finanzen nach diesen Vorgaben auszurichten und nicht wieder das Regelwerk zu verwässern.

Hans Kipfer, Thoun (PEV). Die vorliegende Motion ist aus der Sicht der EVP ein Frontalangriff auf die Schuldenbremse. Die Motionäre sprechen sogar von der Abschaffung der Schuldenbremse, die sich gerade in der aktuellen Situation als wirksamer Schutzmechanismus gegen die Überschuldung erweist. Die EVP sagt: «Finger weg von dieser Schuldenbremse.» Wir wollen keine

neuen Schulden. Unsere beiden Schuldenbremsen sind taugliche Mittel dagegen. Es gibt für uns zwei Gründe, weshalb wir das so deutlich sagen. Der erste Grund liegt bei der Schuldenbremse für die laufende Rechnung. Sie müssen sich das einmal bewusst vor Augen führen: Eine Konjunkturregel für die Schuldenbremse in der laufenden Rechnung, das ist doch ein Paradoxon in Reinkultur. Wir wollen keine Schulden machen, aber wenn wir wegen der Konjunktur das Geld nicht haben, dann dürfen wir Schulden machen. Da leuchten bei mir verschiedene Fragezeichen auf. Bei der laufenden Rechnung, also der Konsumrechnung, gibt es nur eines, und dies gilt für jeden Privathaushalt, jeden Vereinshaushalt und auch für den Staatshaushalt: Wir dürfen nicht mehr ausgeben, als wir einnehmen. Punkt. Der zweite Grund für uns liegt bei der Schuldenbremse für die Investitionsrechnung. Dort brauchen wir keine Konjunkturregeln, weil wir sie schon haben. Der Vorredner hat es auch schon ausgeführt. Ich habe drei solche Konjunkturregeln gefunden. Die erste betrifft die Planung. Die Verfassung verpflichtet uns, mittelfristig einen Selbstfinanzierungsgrad von 100 Prozent anzustreben. Wenn wir in einem Jahr konjunkturbedingt mehr planen und unter die 100 Prozent fallen, so haben wir dies im folgenden Finanzplan entsprechend auszugleichen. Die zweite Konjunkturregel besagt Folgendes: Wenn im Geschäftsbericht ein Finanzierungsfehlbetrag bei den Investitionen entsteht, so kann dieser innerhalb von maximal acht Jahren kompensiert werden. Dies entspricht bestimmt einem Konjunkturzyklus. Als dritte Konjunkturregel können wir mit einer Dreifünftelmehrheit beschliessen, auf eine Kompensation des Finanzierungsfehlbetrags gänzlich zu verzichten – wohlgermerkt bei den Investitionen, nicht bei den Konsumausgaben. Fazit: Die EVP stellt fest, dass dort, wo es nötig ist, bereits Konjunkturregeln vorhanden sind. Es braucht keinen Bericht zu den Vor- und Nachteilen einer Abschaffung der Schuldenbremse. Es braucht vielmehr eine gewisse Strenge und Härte uns selbst gegenüber, damit wir diesen Schutz vor Überschuldung auch wirklich anwenden. Darum sagt die EVP Nein zur Motion und auch zum Postulat und wiederholt: «Hände weg von der Schuldenbremse.»

Erich Feller, Münsingen (PBD). Gemäss Motion beziehungsweise jetzt Postulat ist die Berner Schuldenbremse restriktiv und nicht konjunkturgerecht. Das Schuldenniveau im Kanton Bern sei gemäss ASP-Analyse unproblematisch. Der Kanton Bern habe kein Schuldenproblem, da er im interkantonalen Bereich im Durchschnitt der Kantone liege. Bei diesen Punkten kann man geteilter Meinung sein. Bei den meisten Kantonen ist die Schuldenbremse in der Verfassung verankert und im Gesetz ausformuliert. Im Kanton Bern ist jedoch die Schuldenbremse ausschliesslich in der Verfassung geregelt. Formal kennen wir zwei Schuldenbremsen. Die eine betrifft den jährlichen Voranschlag, der ausgeglichen sein muss, und die andere betrifft die Investitionen. Die Defizitbremse wurde im Jahr 2001 durch den Grossen Rat mit Blick auf eine langfristige Sanierung der Schulden und eine ausgeglichene Rechnung beschlossen. Im März 2002 stimmte die bernische Stimmbevölkerung der Einführung dieser Defizit- und Steuererhöhungsbremse zu. Im Jahr 2007 nahm der Grosse Rat, gestützt auf zwei parlamentarische Initiativen, an zwei Instrumenten Anpassungen vor. Es wurden zwei konzeptionell unterschiedliche Modelle ausgearbeitet: das Modell Haushaltgleichgewicht und das Modell Schuldenquote. Im Februar 2008 – dies ist noch nicht so lange her – hat die Stimmbevölkerung einer Verfassungsänderung mit dem Titel «Einführung einer Schuldenbremse für die Investitionsrechnung» zugestimmt. Mit Ausnahme des Jahres 2012 waren seit der Einführung der Schuldenbremse immer Ertragsüberschüsse zu verzeichnen. Das ist erfreulich. Zudem konnten die Bruttoschulden massiv gesenkt werden. Auch die Steueranlage musste bis heute nicht erhöht werden. Wichtig wäre vor der Beschlussfassung, die verschiedenen Bremsen in Detail zu erörtern. Den Grundsatz der Schuldenbremse findet die BDP gut, weshalb er beibehalten werden soll. Weiter ist zu erwähnen, dass die Schuldenbremse in den Jahren der Ertragsüberschüsse eingeführt wurde. Somit ist heute sicher der falsche Zeitpunkt für eine Abschaffung. Es ist zum heutigen Zeitpunkt auf die Prüfung einer Verfassungsänderung zu verzichten. Die BDP-Fraktion wird somit auch ein Postulat ablehnen.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich gebe hier wahrscheinlich nur ein kleines Geheimnis preis, wenn ich sage, dass die SVP-Fraktion auch das Postulat einstimmig ablehnt. Ich möchte nicht alles wiederholen, was gesagt wurde, aber noch auf drei Punkte eintreten. Der Kanton Bern habe kein Schuldenproblem, wurde gesagt. Es ist etwas mutig, das zu sagen. Vor etwas mehr als einem Monat wurde das Pensionskassen-Sanierungspaket vors Volk gebracht. Immerhin hat man dort eine Schuldanererkennung vorgenommen, die die Verschuldung des Kantons Bern wieder massiv erhöhen wird. Ein zweiter Punkt: Der Kanton Bern hat die Schuldenbremse in der Verfassung implementiert. Man kann selbstverständlich darüber diskutieren, ob dies gesetzestechisch

gesehen der richtige Ort ist, aber man hat es eben so gemacht. Eine überzeugende Mehrheit der Bevölkerung stimmte dem zu. Gegen 80 Prozent der Stimmenden nahmen seinerzeit diese Verfassungsartikel an. Da brauchte es sehr gute Gründe, wenn man daran rütteln wollte. Zum dritten Punkt: Aus eigener Erfahrung kann ich sagen, dass es gar nicht so einfach ist, wirklich konjunkturbezogen zu agieren. Wir haben es von Seiten der EVP gehört: Wir haben gewisse Möglichkeiten, uns langfristig der Konjunktur anzupassen. Aber meistens kommt der Staat zu spät, wenn er auf die Konjunktur reagieren will. In diesem Sinne sehen wir eigentlich nur einen Grund für diesen Vorstoss, nämlich, dass man die Schuldenbremse aufweichen will. Darum lehnen wir das Postulat einstimmig ab.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Um es gleich vorwegzunehmen: Es ist klar, die grüne Fraktion wird diesem Postulat zustimmen. Als Erstes möchte ich alle dazu auffordern, die vier Punkte dieser Motion beziehungsweise dieses Postulats nochmals genau durchzulesen. Ich denke, die Lektüre dieser vier Punkte wird aufzeigen, dass die Reichweite dieses Vorstosses weit weniger gross ist, als es die allermeisten Redner hier unterstellt haben. Es geht bei diesem Vorstoss darum, dass man diese Schuldenbremse, die in zwei Schritten eingeführt wurde, mal genau evaluiert. Meiner Meinung nach besteht zu dieser Evaluation ein dringender Anlass. Der BAK-Bericht, den Nathalie Imboden hier zitiert hat, gehört zu den wesentlichen Gründen dafür. Er zeigt auf, dass man mit der bernischen Variante der Schuldenbremse eine Lösung gewählt hat, die auch im schweizweiten Vergleich besonders weit geht. Wir haben bereits früher solche Hinweise erhalten, und wir haben zur Kenntnis genommen, dass der Bund, der ja ein ähnliches Instrument auch kennt, eine konjunkturverträglichere Art und Weise der Umsetzung gewählt hat. In den letzten Jahren waren wir im Kanton Bern immer wieder in einer Situation, in der es gut gewesen wäre, eine Lösung zu haben, die etwas mehr Flexibilität geboten hätte. Dabei geht es in keiner Art und Weise um eine Verwässerung. Es ist zwar richtig, Adrian Haas, dass es im Jahr 2006 und in den folgenden Jahren intensive Diskussionen gegeben hat und Kommissionssitzungen stattgefunden haben, an denen man Experten anhörte. Aber ich denke, es gehört in allen Politikbereichen zum «state of the art» dass man in der Lage sein sollte, fünf, sechs, sieben oder zehn Jahre später eine Evaluation vorzunehmen und zu prüfen, ob sich das Instrument wirklich bewährt hat oder ob es Bereiche gibt, in denen man gewisse Verbesserungen vornehmen könnte. In diesem Sinne bedauern wir es, dass die Bereitschaft, hier in diesem Rat eine solche Diskussion zu führen, offensichtlich nicht übermässig gross ist. Was ich ganz besonders bedaure, ist, dass dieser Vorstoss jetzt zum Anlass genommen wird, um ein weiteres Mal das finanzpolitische Bern-Bashing zu betreiben, welches diesem Kanton bereits genug geschadet hat. Adrian Haas, du hast hier gesagt, der Kanton Bern sei auch in konjunkturell guten Zeiten in der Lage, schlecht zu wirtschaften. Da muss ich sagen: Kolleginnen und Kollegen, genau diese ewigen Unterstellungen stören mich. (*Exclamation d'Adrian Haas*) Nein, Adrian Haas, so ist es nicht. Wenn du einen gesamtschweizerischen Vergleich machst über die letzten Jahre, dann wirst du zur Kenntnis nehmen müssen, dass der Kanton Bern – Adrian Haas, lass mich bitte ausreden, jetzt bin ich hier, ich habe dich auch ausreden lassen – dass der Kanton Bern systematisch besser abgeschlossen hat als andere Kantone. Für die Standortattraktivität dieses Kantons wäre es gut, wenn man die finanzpolitischen Leistungen auch einmal ins richtige Licht rücken könnte und nicht immer so tun würde, als wären wir noch in der Situation der späten 1990er-Jahre. Seit damals haben wir unsere Schuldenlast doch ganz deutlich reduzieren können. Es würde diesem Kanton gut anstehen, wenn man auch einmal dazu stehen könnte.

Roland Näf, Muri (PS). Ich versuche jetzt, Sie nicht mit Argumenten zu langweilen, die bereits genannt wurden. Es wurde schon sehr viel gesagt, ich versuche, nur noch zu ergänzen. Es geht hier um ein Gesprächsangebot der Regierung, nicht um mehr. Was mich auch sehr spannend dünkt, ist der Verweis auf die BAK Basel. Wir haben hier drin den ASP-Bericht sehr ernst genommen, wir sind darauf eingegangen und haben die Massnahmen nachher auch umgesetzt oder sind noch an der Umsetzung. Ich verstehe nicht ganz, warum jetzt, wenn es um die Schuldenbremse geht oder um die Form der Schuldenbremse, wie wir sie im Kanton Bern haben, der BAK-Basel-Bericht plötzlich nicht ernst genommen werden soll. Es ist klar, nach den 90er-Jahren gab es eine Überreaktion. Nachdem die – wohlgemerkt – bürgerliche Regierungsmehrheit während Jahren Schulden angehäuft hatte, gab es diese Reaktion, und zwar auch in der Bevölkerung. Es gab dann die Abstimmung über die Schuldenbremse im Jahr 2008. Es ist ganz klar, man hatte dort wirklich ein Problem, und entsprechend heftig fiel die Reaktion aus. Der

wichtigste Punkt in der Diskussion hier, so wie ich es wahrgenommen habe, ist die Frage der Konjunkturverträglichkeit. Adrian Haas hat hier vorn behauptet, es brauche gar keine Anpassung an die Konjunktur. Andererseits habe ich von Herrn Kipfer von der EVP gehört, es habe bereits Massnahmen gegeben im Kanton Bern, um auf die Konjunktur einzugehen. Ich möchte anhand zweier Beispiele zeigen, dass dies eben nicht der Fall ist. Ich möchte an einen Entscheid erinnern, den wir letzte Woche hier gefällt haben. Wir haben nämlich beschlossen, dass wir den Campus Fachhochschule Biel bauen wollen. Das ist ein sehr teures Geschäft. Wenn ich von Hans Kipfer höre, ein Spielraum von acht Jahren sei bereits vorgesehen, muss ich sagen, dass ich mir trotzdem vorstellen kann, dass plötzlich solche immens wichtigen Projekte wie der Campus Biel wegen der Schuldenbremse infrage gestellt werden könnten, falls wir in den nächsten Jahren finanzielle Probleme bekommen sollten. Das können wir durchrechnen, es ist so. Genauso müssen wir uns des Folgenden bewusst werden: Würde es in dieser Situation knapp und wir würden diese Fachhochschule trotzdem bauen, könnte es sein, dass plötzlich bei vielen kleineren Investitionsprojekten, die den ländlichen Raum betreffen, grösste Probleme auftreten, falls die Konjunktur ungünstig ist. Etwas Zweites ist auch noch spannend: Wir haben hier im Rat in den letzten Jahren selber beschlossen, einen Spitalfonds beziehungsweise einen Investitionsspitzenfonds einzurichten. Dies war im Prinzip eine Folge der Schuldenbremse. Man hat gemerkt, dass man Probleme bekommt bei den Investitionen, und hat versucht, sich mit den beiden Fonds über die relativ schwierige, sehr enge Schuldenbremse hinwegzuhelfen. Sie wurden inzwischen aber wieder abgeschafft. Umso wichtiger wäre es jetzt, dieses Postulat zu prüfen, welches Frau Imboden Ihnen soeben vorgestellt hat. Wie gesagt, es gibt ein Gesprächsangebot der Regierung. Die SP/JUSO/PSA-Fraktion bittet Sie, auf dieses Gesprächsangebot einzugehen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU wird weder helfen, diese Bremse zu demontieren, noch, sie zu lösen. Erst sechs Jahre nach der Einführung dieser Schuldenbremse in einer Situation mit tiefen Zinsen, tiefer Arbeitslosigkeit und gut laufender Konjunktur hier die Konjunkturverträglichkeit zu überprüfen, ist, wie wir schon gehört haben, unnötig. Diesen Prüfungsauftrag an die Regierung können wir uns gut sparen. Es ist halt schon so: Diese Schuldenbremse ist für die Regierung und auch für den Grossen Rat etwas unbequem. Aber genau deshalb wurde sie auch eingeführt. Wir werden deshalb auch ein Postulat ablehnen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Es wurde schon viel gesagt, ich kann mich deshalb recht kurz fassen. Auch für die glp-Fraktion ist diese Motion so etwas wie ein Wolf im Schafspelz. Es ist richtig, dass das BAK Basel in ihrem Bericht geschrieben hat, dass wir eine eher strenge Schuldenbremse haben. Dies ist schwarz auf weiss nachzulesen. Doch ich glaube, es ist falsch, sie im jetzigen Moment wieder in Frage zu stellen. Wir haben, wie Hans Kipfer von der EVP gesagt hat, eine gewisse Flexibilität. Wir können ein Defizit auf vier Jahre verteilen, und das haben wir auch schon in Anspruch genommen. Auch bei der Investitionsschuldenbremse gibt es eine gewisse Flexibilität. Für die glp-Fraktion ist dies Flexibilität genug. Ich gebe Roland Näf Recht, dass wir als Gegengewicht den Investitionsspitzenfonds haben – noch –, aber wir haben gesagt, dass wir ihn nicht mehr wollen. So ist es jetzt halt. Jetzt müssen wir eben bei der Umsetzung von Grossprojekten noch mehr vorausschauen und noch mehr planen, damit wir nicht auf zu grossem Fuss leben. Ich glaube, das lohnt sich, und das Stichwort ist richtig: Wir müssen noch weiter vorausschauen. Die Schuldenbremse weist uns den Weg und bindet uns zurück, wenn wir auf zu grossem Fuss leben. Die glp-Fraktion wird zum jetzigen Zeitpunkt auch das Postulat ablehnen.

La présidente. Pas d'intervenant à titre personnel, nous passons la parole à Mme la directrice des finances.

Beatrice Simon-Jungi, directrice des finances. Die beiden Schuldenbremsen sind zwei finanzpolitische Instrumente, welche vom bernischen Volk, wie bereits erwähnt, mit einem sehr deutlichen Mehr genehmigt wurden. Mit der vorliegenden Motion, oder inzwischen mit dem vorliegenden Postulat, soll man eine Revision dieser Schuldenbremsen ins Auge fassen. Vor allem soll man auch über ihre Konjunkturverträglichkeit diskutieren. In der Vorstossantwort konnten Sie nachlesen, dass der Regierungsrat bereits im Jahr 2007 zusammen mit dem Grossen Rat beim Thema «Einführung der Schuldenbremse für die Investitionsrechnung» über ein Modell diskutiert hat, welches die konjunkturelle Entwicklung berücksichtigt hätte. Damals hat der Grosse Rat dies sehr deutlich abgelehnt. In der Zwischenzeit sind sieben Jahre vergangen, und die Zeiten haben

sich geändert. (*La présidente agite sa cloche.*) Durch den negativen Rechnungsabschluss im Jahr 2012 gelangten die beiden Schuldenbremsen erstmals richtig zur Anwendung. Persönlich bin ich der Meinung, dass man trotz der Schwierigkeiten, die man teilweise hatte, nicht alles in Frage stellen soll. Dies will das Postulat auch nicht. Aber ich finde, man könne nach sieben Jahren durchaus festhalten, dass es bei der Schuldenbremse den einen oder anderen Stolperstein gibt. Da könnte man durchaus darüber nachdenken und sich darüber unterhalten, ob ein Optimierungspotenzial besteht. Nochmals: Der Regierungsrat stellt die Schuldenbremse nicht in Frage. Er möchte jedoch mit der FIKO in einen Dialog treten, um über die Vor- und Nachteile der Schuldenbremse zu diskutieren und wenn möglich dem Grossen Rat – und letztendlich auch dem Volk – Optimierungsmöglichkeiten vorzuschlagen. Ich habe jetzt aufmerksam zugehört und kann natürlich abschätzen, dass auch ein Postulat keine Chance hat. Ich finde es jedoch schade, wenn man diese Diskussion nicht wenigstens führen kann, denn dadurch hat man ja noch nichts verändert. Aber ein gewisses Potenzial für Veränderungen wäre da. Ich möchte jene, die vielleicht noch zweifeln, bitten, dem Postulat zuzustimmen.

La présidente. Nous votons sur le postulat «Frein à l'endettement: adapté à la conjoncture?» Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 47

Non 92

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé ce postulat.